

## Brésil : la candidate de Lula est pour l'avortement

**Author** : Riposte Catholique

**Categories** : [Non classé](#)

**Date** : 22 août 2010

Ce n'est certes pas exactement ce que [dit](#) Dilma Rousseff, candidate du Parti des travailleurs aux présidentielles pour succéder à Lula da Silva qui ne se représente pas. Elle affirme même qu'elle est contre l'avortement. Mais au cours d'un débat sur internet elle a reconnu qu'elle était favorable à sa légalisation pour qu'il soit disponible pour les femmes pauvres « *qui y ont recours par désespoir* ».

Elle a ajouté – reprenant de fait les campagnes des organisations féministes très actives au Brésil – que c'était une question de « santé publique » pour éviter les avortements clandestins et les auto-avortements très dangereux pratiqués par les femmes pauvres. « *Je ne crois pas qu'il existe une seule femme qui soit favorable à l'avortement* », a-t-elle ajouté. « *Il y a des situations où les femmes y ont recours en désespoir de cause.* » Et en ce cas, précisa-t-elle, il faut protéger à la fois la femme et l'enfant. L'enfant ? Non, pas celui qu'elle porte en son sein, mais celui (ou ceux) qu'elle a peut-être déjà, qui doit être protégé de la mort de sa mère lorsque celle-ci avorte !

Dilma Rousseff était interpellée par un internaute qui lui rappelait une déclaration de 2007 où elle se disait favorable à la légalisation.

Question gênante pour le pouvoir au Brésil, où l'Eglise catholique est capable de mobiliser les électeurs sur le thème du respect de la vie : on l'a vu avec la valse-hésitation de Lula à propos de l'inscription de l'avortement dans le plan des droits humains, plusieurs fois commenté dans ce blog. A tel point que des groupes ou des sites d'info pro-vie ont cru le président travailliste plutôt recommandable sur ce plan.

La réponse de sa dauphine, Dilma Rousseff, révèle ce même rapport de forces où les partisans de l'avortement légal – quelle que soit par ailleurs leur position personnelle affichée – n'hésitent pas à tenir un langage apparemment ambigu, et en réalité profondément méprisant pour la détresse des pauvres.

Quoi ? Ce serait donc la seule manière de venir en aide aux femmes pauvres confrontées à une grossesse difficile que de leur fournir la « *solution finale* » – la mise à mort de leur enfant, alors même « *qu'aucune femme n'est favorable à l'avortement* » ? Les femmes « *riches* » n'avortent-elles jamais ? S'agit-il d'éliminer en priorité les enfants des couches défavorisées de la société – une façon comme une autre de régler le problème des favelas et des inégalités sociales ?

L'hypocrisie de ces choix politiques n'est vraiment pas soutenable. Surtout quand leurs

défenseurs prétendent agir pour « protéger » les enfants...

[Jeanne Smits](#)